

4 Actualité

«Nous avons démontré une force commune»

SUISSE Dans un entretien exclusif, la présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, évoque les leçons de son voyage en Ukraine, la gestion de la crise du Covid-19 et le rôle de la Suisse dans le monde

PROPOS RECUEILLIS
PAR FRÉDÉRIC KOLLER

@frederickoller

Dans le vol de retour de sa visite d'Etat de trois jours en Ukraine, la présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, a répondu aux questions du *Temps*.

Une visite d'Etat qui passe par une zone de guerre. Pourquoi ce choix? Pour promouvoir notre politique de la paix, c'est très important pour moi. La Suisse est présente en Ukraine depuis le début du conflit. La Suisse s'est illustrée avec la présidence de l'OSCE et avec plusieurs personnalités qui ont accompagné le processus de paix, jusqu'à aujourd'hui, mais aussi par une politique humanitaire très active. Notre aide pour l'eau potable, qui bénéficie à 4 millions de personnes dans une situation très difficile dans le Donbass, est exactement ce que nous devons faire.

Quelles leçons retenez-vous de votre déplacement en Ukraine? L'Ukraine est confrontée à un énorme défi, avec ce conflit dans l'est du pays, sans oublier l'annexion de la Crimée, qui contrevient au droit international. Mais il y a en Ukraine beaucoup de jeunes bien formés qui ont la volonté de changer les choses. Lorsque je rencontre la ministre de l'Energie ou le ministre des Infrastructures, je vois un potentiel. Un exemple? Lors d'un entretien téléphonique avec le président Zelensky, le 25 mars, il m'avait dit avoir besoin de respirateurs. L'EPFZ travaillait justement sur un projet de respirateur à bas coût. Je lui avais promis que si nous pouvions faire quelque chose ensemble, nous irions de l'avant. En venant ici, quatre mois plus tard, j'ai pu voir un prototype produit en Ukraine. En très peu de temps, avec le savoir-faire suisse et la volonté et la compétence ukrainiennes on a pu faire des respirateurs bon marché, fonctionnels. Nous voulons poursuivre ce genre de coopération.

Que répondez-vous à ceux qui, en Suisse, vous interpellent sur l'utilité de ce voyage? Le conflit dans l'est du pays ne concerne pas que l'Ukraine et ses voisins. C'est un problème de sécurité pour toute l'Europe. N'oublions pas que ce conflit dure depuis plus de six ans. La Suisse doit continuer de s'engager avec d'autres pays pour appuyer les efforts de l'Allemagne, la France, la Russie et l'Ukraine (le format «Normandie») pour lui trouver une issue. De même, nous devons poursuivre notre soutien au groupe de contact trilatéral de l'OSCE. Nous avons un programme de coopération important en Ukraine depuis vingt ans. C'est un pays en transition, qui mène une réforme de décentralisation, un domaine où nous avons des compétences. Le parlement ukrainien planche sur une loi de référendum pour laquelle il y a des échanges avec nos parlementaires. On a pu signer un accord pour renforcer notre coopération en matière de lutte contre la corruption.

Vous avez pris un risque en entreprenant ce voyage alors que la crise du Covid-19 est loin d'être terminée. Voulez-vous faire passer un message? Ce voyage ne pouvait avoir lieu en mars comme c'était prévu. En tant que présidente, je voulais être en Suisse à ce moment-là. Pour ce déplacement en Ukraine, on savait qu'il y avait des risques, on y a réfléchi et on a pris des précautions. Il ne faut toutefois pas oublier que le Covid n'est pas le seul problème auquel le monde est confronté. Il est important de se rappeler aussi les autres défis auxquels nous devons faire face. J'ai fait beaucoup de diplomatie par téléphone ces derniers temps, avec le secrétaire général de l'ONU, avec Mme Merkel, Mme von der Leyen, le président sud-coréen, avec des interlocuteurs africains. Par ses bons offices, la Suisse joue un rôle important. Elle s'investit comme médiatrice ou facilitatrice dans de nombreux pays, comme en Ukraine. Mais si vous voulez savoir ce que signifie un conflit armé en Europe, il faut le voir, vivre cette



Simonetta Sommaruga: «La population attend de sa présidente qu'elle sache rester calme face à une crise.» (CHRISTIAN BEUTLER/KEYSTONE)

peur, savoir qu'il y a des gens armés sur un pont, se vêtir d'un gilet pare-balles, sentir ce poids. Tout cela ne se fait pas par téléphone.

Vos interlocuteurs ukrainiens parlent de l'Europe avec enthousiasme et la Suisse joue de cette identité européenne. N'y a-t-il pas un paradoxe pour la présidente d'un pays qui reste sceptique sur l'idée européenne? Je n'y vois pas une contradiction. La Suisse fait partie de l'Europe, elle en partage les valeurs, l'histoire. En même temps, la Suisse joue un rôle spécifique. Nous n'avons pas repris les sanctions européennes qui visent la Russie mais appliquons des mesures pour éviter leur contournement. Nous voulons dialoguer avec les deux parties dans ce conflit. Dans le cadre du groupe de contact trilatéral, le fait que ce soit une ambassadrice suisse, Heidi Grau, qui gère les discussions sur le conflit dans l'est de l'Ukraine montre le rôle que la Suisse peut jouer, même sans être membre de l'UE.

A propos de l'Europe, on votera bientôt sur l'initiative de l'UDC. Comment allez-vous vous engager en tant que présidente durant la campagne? C'est un vote extrêmement

important. En tant que présidente, je vais tout faire pour défendre la position du Conseil fédéral. Cette initiative remet en question la voie bilatérale. La crise du Covid a profondément affecté la Suisse et son économie. Ce n'est pas le moment de mettre en péril la voie bilatérale.

Le succès du sommet européen avec un accord de budget de relance est-il une bonne nouvelle pour la Suisse? Ce n'est pas à la Suisse de juger cet accord, qui doit encore être validé par les parlements. Il est évident que si, avec cet argent, les pays qui souffrent des conséquences du Covid peuvent relancer leur économie, cela profitera à la Suisse. Si les pays dont l'économie est en panne n'achètent plus nos produits, cela affecte nos exportations. Il est dans notre intérêt que l'économie européenne redémarre le plus vite possible.

On a souvent dit que la Suisse avait un gouvernement qui fonctionnait parfaitement par beau temps, mais qu'il était inadapté pour gérer les crises. La crise du Covid a-t-elle démontré le contraire? C'était un grand défi pour le Conseil fédéral, une situation inédite. Il y a des choses que nous aurions pu faire différemment ou plus rapidement. Mais dans cette crise, la Suisse

s'en est bien sortie. Le Conseil fédéral a bien fonctionné en tant que collègue. L'objectif suprême a toujours été de protéger la population et de soutenir notre économie.

Le bilan est positif? A ce jour, oui. Il faudra encore en faire l'analyse, mais la crise n'est pas terminée. Au sein du Conseil fédéral, nous avons des positions différentes, comme dans la population, entre ceux qui voulaient tout fermer et ceux qui pensaient qu'on en faisait trop. Comme présidente, il fallait trouver une voie médiane. Je ne voulais pas laisser les gens à eux-mêmes, mais pas non plus complètement confiner le pays. C'est pourquoi j'ai défendu cette voie médiane et on ne l'a pas trop mal gérée. Pour qu'elle accepte de nous suivre, il fallait que la population puisse comprendre. Je me suis beaucoup engagée pour dialoguer, être en contact avec les cantons, les partenaires sociaux, décrocher le téléphone lors de la crise avec le Tessin. L'essentiel était d'être compris de la population.

Au vu de cette crise, peut-on améliorer le fonctionnement des institutions? Avec l'arrêt du parlement, il y a bien sûr des questions qui ont émergé. Le parlement

va en discuter et chercher des solutions. Le Conseil fédéral de son côté a fait la démonstration qu'il pouvait agir très vite. Nous n'avions plus vu le Conseil fédéral siéger aussi souvent depuis la Deuxième Guerre mondiale, parfois cinq fois par semaine, y compris le dimanche soir. Cela montre une grande flexibilité. On analysera ce qui peut être amélioré, notamment les plans de lutte contre les pandémies, la préparation du matériel. Au début, cela a été compliqué pour les cantons qui n'avaient pas de doctrine commune. A présent, ils retrouvent leurs compétences, on retrouve tout le sens du fédéralisme, chaque canton pouvant prendre des mesures spécifiques. Si on peut continuer ainsi, c'est positif.

«La Suisse fait partie de l'Europe, elle en partage les valeurs, l'histoire. En même temps, elle joue un rôle spécifique»

Donc il n'y a rien à changer à notre fédéralisme? Le fédéralisme est une chose fantastique. Dans les situations inédites, comme cette pandémie, il y a des moments de stress. Mais on a beaucoup appris, à tous les niveaux.

Et sur le plan personnel, qu'en retenir-vous? J'ai été très touchée de voir une extraordinaire solidarité entre voisins alors que les gens n'osaient plus sortir de chez eux. Dans une maison voisine de celle que j'habite, un soir, en rentrant, j'ai vu une feuille sur laquelle une certaine Laura proposait son aide pour faire des courses ou accompagner quelqu'un chez le médecin, et elle donnait son numéro de portable. Personne ne savait qui c'était. C'était incroyable. J'ai aussi reçu une lettre d'un paysan qui m'a envoyé une partie de sa rente AVS en expliquant qu'il fallait se montrer solidaire: «Faites quelque chose avec cet argent pour aider ceux qui en ont besoin.» Des centaines de lettres sont parvenues au Conseil fédéral, du chocolat, des œufs de Pâques, des chaînes porte-bonheur. Souvent, le mercredi, j'amenais à la séance du Conseil fédéral les gâteaux, le chocolat qui m'avait été envoyé. Bien sûr, il y a aussi eu des lettres critiques, mais surtout énormément de soutien. Je crois que nous avons été en contact très direct avec la population grâce aux conférences de presse et grâce aux visites sur le terrain pour être en contact direct avec des médecins, des entrepreneurs, le personnel de santé, les chercheurs. Certaines décisions avaient un effet immédiat sur la vie des gens. Cela crée une proximité.

Avez-vous été interpellée en tant que présidente? J'ai reçu des milliers de lettres. Pour nous remercier moi et mes collègues. On a perçu le Conseil fédéral comme une équipe. On savait qu'on n'était pas d'accord sur tout, mais nous avons démontré une force commune.

Lorsque vous vous êtes rendue sur le pont traversant la ligne de front du Donbass, le président Zelensky a loué votre courage. Votre sang-froid en a impressionné plus d'un. Est-ce l'une de vos forces en politique? En situation de crise, je reste très calme. C'est ainsi. Ce n'est qu'après que je me rends compte. C'était le cas face à la pandémie, j'ai essayé de garder une ligne, de rester en contact avec les gens. C'est aussi mon devoir. Je crois que la population attend de sa présidente qu'elle sache rester calme face à une crise, rassembler et ne pas perdre ses nerfs. ■